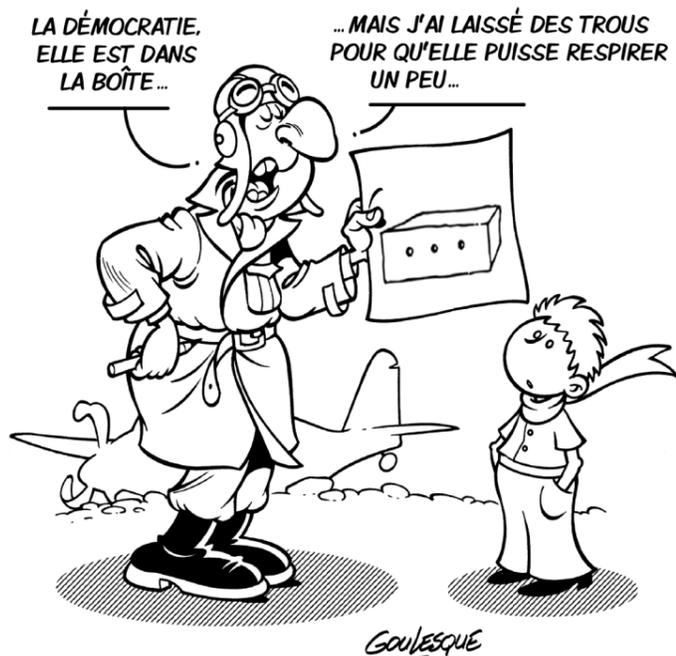


«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



Deux millions d'euros par mois. Voilà ce que le cabinet de conseil américain McKinsey touche pour gérer la campagne de vaccination¹ du gouvernement français. C'est peu de dire que les chantres du libéralisme à outrance, qui nous ont noyé pendant des années sous un flot de discours vantant la supériorité du secteur privé sur la fonction publique en terme d'efficacité et de prestations bon marché, restent étonnamment discret sur le sujet.

Mais par de là l'aspect lucratif que représente le COVID 19 pour les grandes entreprises insérer dans l'économie mondiale, ce simple fait est révélateur du monde vers lequel on nous mène.

En France, depuis Nicolas Sarkozy, dans le monde depuis un peu plus tôt, les gouvernants de tous les pays, sous l'impulsion des recommandations du FMI et de la Banque Mondiale (et donc derrière eux des dirigeants du G7, puis du G10), la politique habituelle est d'avoir recours à des organismes privés pour gérer des missions d'Etat.

Ainsi, des entreprises privées s'assurent des marchés lucratifs avec une clientèle d'autant plus fidèle qu'elle est obligée de venir les solliciter. Ainsi va du contrôle technique, des certifications en langue ou en informatique, de la gestion des services informatiques des corps de la fonction publique, de certification en tout genre de cabinets d'experts « indépendants » en matière de travaux public ou pour les personnes qui veulent bénéficier de certaines exonération, etc. Mais il en va de même pour l'expertise et l'élaboration des politiques publiques. Ainsi ce sont des cabinets privés qui notent les Etats pour établir un classement dont dépendra les taux d'emprunts et des cabinets de conseils comme McKinsey élaborent les campagnes de communication, les réformes structurelles et la gestion des pandémies pour l'Etat français.

Comme ont pu le faire les nazis en leur temps, l'Etat délègue ses compétences à des agences externes et privées. Et il ne faut pas confondre cette privatisation de l'Etat avec sa disparition : l'Etat offre au secteur privé tout ce qui peut être rentable. Et cela pourrait aller jusqu'à l'armée et la police puisque des entreprises de sécurité assurent déjà ces tâches dans certains pays. Quand la disparition de l'Etat pourrait laisser la place à une gestion de la politique et de l'économie par les

citoyens eux-mêmes, ici nous nous trouvons devant une réalité contraire : la concentration des décisions échappent de plus en plus à la très grande majorité de la population. L'intérêt général n'est même plus évoqué, les débats

n'ont plus lieu d'être puisque nous avons des experts et les intérêts privés triomphent.

Et la pandémie est l'occasion de renforcer la tendance. Alors que les épidémiologistes nous annoncent que le COVID pourrait revenir cycliquement comme la grippe et que les spécialistes de l'OMS craignent que de nouvelles pandémies avec d'autres virus puissent survenir tous les dix ans si nous restons dans le contexte de l'économie globale, alors nous voyons qu'il est impossible de considérer tout cela comme une parenthèse désagréable. Demain, nous imposera-t-on peut être un passeport médical numérique intégré dans une puce placée sous l'épiderme qui permettra de nous suivre partout. Tout cela géré par des entreprises privées qui nous vaccineront et nous délivreront notre permis de vivre, une fois le contrôle technique passé... et payé.

¹ « Vaccin : McKinsey, une prestation à 2 millions d'euros par mois », Lloyd Chéry, Le Point, 7 janvier 2021

Opération « anti-migrants » dans les Pyrénées.

Le mardi 19 janvier, une trentaine d'activistes du mouvement Génération Identitaire menaient en catimini une action de propagande xénophobe. Tout de Schtroumpf vêtus, les nervis en dou-doues bleues se sont ainsi pavanés seuls au col du Portillon, entre Luchon et le Val d'Aran, exhibant leurs fiers 4x4 sérigraphiés « Défend Europe ». Certains étaient partis en randonnée raquettes en utilisant un drone pour surveiller la frontière. Si la peur de l'étranger était au rendez-vous, la peur du ridicule, en revanche, était absente...

Une action totalement hors-sol, menée par une poignée de néo-fascistes en manque de médiatisation. Ce groupuscule est abonné à ce genre d'actions "spectaculaires" uniquement vouées à faire le "buzz" et à attirer l'attention sur leurs idées nauséabondes. Deux ans après une opération similaire menée à la frontière franco-italienne, le groupuscule récidive, jouant les gros bras venus surveiller et défendre leur nation barbelée, en renfort à une politique étatique déjà suffisamment xénophobe et alliée à leur cause... Car, malgré la dénonciation et l'indignation d'élu.e.s du Comminges et de la préfecture de police, soyons à peu près certaines et certains qu'aucun ne sera réellement inquiété par la justice... En décembre 2019, trois des cadres du groupuscule avaient d'ailleurs été relaxés par la cour d'Appel de Grenoble pour la première opération Alpine d'avril 2018 (alors qu'en première instance, ils avaient été condamnés à six mois de prison ferme, 2000 euros d'amende et cinq ans de privation de leurs droits civiques). La justice ne condamne pas forcément à égale mesure sbires d'extrême droite et maraudeurs solidaires. A titre d'exemple, cette même cour reconnaissait à nouveau coupable fin octobre 2020 un berger des Hautes-Alpes, qui avait transporté cinq migrants durant l'hiver 2018 ; se contentant de diminuer la peine de 4 à 2 mois de prison avec sursis.

Une enquête préliminaire pour « provocation publique à la haine raciale » a cependant été ouverte le 27 janvier, a déclaré le procureur de Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Cette enquête confiée à la brigade de recherche de la gendarmerie de Saint-Gaudens est justifiée par « des propos tenus sur cette banderole très clairement anti-immigration et surtout la raison pour laquelle cette banderole a été déployée », a-t-il précisé. Une plainte de SOS Racisme a également été recueillie.

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

En Espagne : un virus si politique

En Espagne, peut-être plus clairement qu'ailleurs, le coronavirus est surtout, désormais, une arme entre les mains des politiques. (article écrit et publié par nos amis du site: <http://lafranchi.info/>)

L'actualité nous le rappelle tous les jours : nous ne sommes à l'abri de rien. Dépression économique, chômage, phénomènes climatiques extrêmes, krach bancaire, effondrement psychologique... Il n'y a pas que les virus, les menaces sont multiples. Les tensions internationales – autour des matières premières – et les conflits pour le leadership commercial et militaire sont des facteurs permanents d'instabilité. Pensons aux Etats-Unis et la Chine, et aussi à la Turquie... Le raidissement autoritaire est la réponse à l'insécurité, y compris dans les pays dits démocratiques. Les gouvernants n'ont désormais qu'un seul programme : rester au pouvoir.

Avec les mesures de confinement, de quarantaine, etc., nous sentons bien que l'hécatombe sociale et la répression ne font qu'empirer. Les pays qui étaient sur le fil, comme l'Espagne, pour n'avoir pas été capables de consolider un nouveau modèle économique après la crise de 2007-2008, tombent les premiers. Non seulement les coupes opérées dans le système de santé et autres services sociaux (aide à la personne, EPHAD, montants des retraites...) y ont aggravé les conséquences de l'épidémie, mais une récession dont on ne voit pas la fin s'y installe. L'économie espagnole centrée sur les services est peu diversifiée. Elle repose pour une bonne part sur le tourisme et l'immobilier. Depuis le début de la « crise covid », la consommation a baissé d'environ 20%. Après une saison touristique catastrophique, les licenciements massifs, la précarité accrue ne feront qu'aggraver ce processus d'appauvrissement, notamment quand les financements gouvernementaux aux patrons cesseront.

Les plans de sauvetages milliardaires concoctés par l'Union européenne ne suffiront pas à amortir le désastre en cours. Ils visent avant tout à permettre aux pays du Nord – l'Allemagne en premier lieu – de conserver leurs clients et leur avantage concurrentiel. Ce qui ne fait que confirmer l'hégémonie de l'économie allemande à qui la monnaie unique profite depuis le début.

Il ne faut pas s'imaginer que les gouvernements des pays « bénéficiaires », comme l'Espagne, feront un usage salutaire des « largesses » de la Commission européenne ; qu'ils mettront en œuvre une économie verte et solidaire, s'ils n'y sont pas contraints par des mobilisations massives. Jusqu'ici les pouvoirs en place, de droite comme de gauche, ont utilisé les subventions et autres fonds de cohésion pour bétonner à tout va et nourrir la corruption. Les infrastructures surdimensionnées ou inutiles se sont multipliées et la vie de la majorité de la population s'est dégradée. Le système bancaire est aussi sous pression. Ce ne sont pas les liquidités qui risquent de manquer : les banques centrales actionnent la « planche à billets » à plein régime, mais avec l'avalanche de faillites qui se dessine à l'horizon, la solvabilité des banques sera mise en question une nouvelle fois.

Tensions institutionnelles et territoriales

Ces derniers temps ont été riches en événements du côté de la Péninsule ibérique. Il y a eu l'affaire du roi émérite Juan Carlos en fuite aux Emirats arabes unis, après les révélations de son ancienne maîtresse sur les dizaines de millions de « commissions » qu'il s'est mis dans la poche durant son règne. Une affaire qui apporte un éclairage de plus sur la « transition démocratique » qui non seulement couvrit les crimes du franquisme, mais qui permit au clientélisme et à la corruption de continuer à prospérer jusqu'à la tête de l'Etat.

Le feuilleton catalan se poursuit avec la destitution le 28 septembre du président de la Generalitat Quim Torra par le Tribunal Suprême, qui confirme un jugement pour désobéissance à cause l'affichage de banderoles indépendantistes sur les bâtiments officiels. Sachant aussi que de leur côté, les Basques votent de plus en plus pour les forces indépendantistes et que le Parti nationaliste basque a vertement critiqué les mesures du gouvernement espagnol qui portent atteinte à l'autonomie du Pays Basque, on comprend que la gestion du désastre sanitaire ait des conséquences différentes en Espagne que dans un Etat plus centralisé.

Sur le plan « sécuritaire », les mesures continuent à être drastiques. En Espagne, le masque est obligatoire dès 6 ans¹ y compris sur la voie publique et dans les espaces en plein air. Dans ce pays, contrairement à la France, il n'y a pas de Dr Raoult, de Dr Toussaint ou autres pour critiquer la pertinence de telles mesures. Le masque est devenu un marqueur politique. Seuls le parti d'extrême-droite Vox et des groupes fascistes organisent des manifestations anti-masque. La presse, mais aussi des militant-e-s de gauche ou libertaires n'hésitent pas à traiter ces manifestants de « négationnistes » ! parce qu'ils nieraient l'existence du virus ou la gravité de la maladie, ou de « terre-planistes » parce qu'ils croiraient aussi que la Terre est plate. La large acceptation du port du masque en extérieur en Espagne exprime une confiance très répandue dans la « science », une certaine idée de la modernité, au sein de la population. De cette manière, les gens espèrent se protéger et ne pas faire courir de risques aux autres, mais c'est aussi un moyen de montrer que l'on n'est pas fasciste.

Arme politique

De fait, l'épidémie a quitté le terrain médical pour devenir l'arme de l'affrontement politique entre la droite et l'extrême-droite d'un côté, et le gouvernement central de Pedro Sanchez dirigé par le parti socialiste (PSOE) associé à Podemos, de l'autre. Cet affrontement s'est récemment cristallisé dans la Communauté de Madrid où le gouvernement régional – qui est entre les mains du Parti populaire et de Ciudadanos avec l'appui décisif de Vox – rend, depuis le début, le gouvernement central responsable des erreurs commises et des morts du covid. Il faut rappeler ici les responsabilités du gouvernement régional qui a privatisé tant et plus, depuis des années, les services de la santé publique, en offrant leur gestion à ses amis.

Face aux frondes des conservateurs et de l'extrême-droite, le gouvernement central pensait avoir trouvé la parade en déléguant la mise en œuvre des mesures sanitaires – et l'adoption de mesures supplémentaires – aux gouvernements régionaux, tout en mettant à leur disposition les services régaliens (armée, police nationale...). Le message étant : on va voir si vous faites mieux que nous et en plus, on vous aidera si vous n'arrivez pas à vos fins.

En rétorsion, le gouvernement de la région de Madrid a décidé de confiner les quartiers et banlieues populaires de la capitale que les habitant-e-s n'ont plus le droit de quitter, sauf pour se rendre sur leur lieu de travail (seules 10% des personnes concernées travaillent dans leur quartier, ce qui implique que toutes les autres seront soumises à des contrôles) ; les jardins et parcs publics y ont été fermés ; un couvre-feu a été instauré pour les bars et commerces, etc. Par contre, le centre de Madrid, les banlieues chics et les beaux quartiers sont épargnés par ces mesures. Cette politique discriminatoire a entraîné plusieurs manifestations contre le « confinement de classe » dans le quartier de Vallecas, qui ont été durement réprimées par la police nationale (il y a eu des blessé-e-s et des arrestations). Quelques jours plus tôt, une manifestation d'« anti-masques » dans le quartier huppé de Salamanca n'avait pas subi ce traitement. Bref, la police aux mains du gouvernement PSOE-Podemos réprime désormais les quartiers pauvres. Et demain, ce sera peut-être l'armée quand les révoltes prendront de l'ampleur.

A force de faire reposer la responsabilité de la poursuite des contaminations sur la population, en lui faisant aussi payer le prix de l'effondrement économique, la classe politique et les capitalistes seront-ils encore en mesure de conserver une quelconque crédibilité ? La classe ouvrière et cette large frange de précarisé-e-s sauront-elles se rassembler autour d'un projet de société anti-autoritaire, égalitaire et protecteur de l'environnement ? Cela n'est pas plus évident en Espagne qu'ailleurs, mais il n'y a guère d'autre choix.

¹ Ce qui ne manque pas de surprendre quand on vit en Suisse, où le masque n'a jamais été obligatoire en plein air et où les enfants ne doivent en porter qu'à partir de 12 ans, dans les transports publics et les magasins.

SUITE DE L'ARTICLE « OPÉRATION «ANTI-MIGRANTS DANS LES PYRÉNÉES»

La dissolution de Génération identitaire, réclamée de longue date par plusieurs associations et partis politiques, a été évoquée pour la première fois le même jour par Gérald Darmanin, « scandalisé » par la récente opération dans les Pyrénées.

Durant cette semaine, l'on a pu également voir à Pau le R.N. 64 se rassembler le dimanche à la mi-journée (messe oblige je présume) devant la Préfecture. Une 20aine de militants se sont réunis derrière une banderole « Immigration ça suffit ! » afin de dénoncer une immigration incontrôlée.

Rien de bien nouveau au pays des fachos en fait, les boucs émissaires sont toujours les mêmes...et la situation sanitaire actuelle est après tout un bon prétexte pour demander la fermeture des frontières !

Nous devons dénoncer ces actes symboliques de rejet d'individus venus légitimement chercher refuge ici, des êtres fuyant des guerres réelles ou économiques menées dans des pays détruits par la mondialisation libérale et la politique passée et présente de nos États colons...

Retrouvez le communiqué unitaire d'organisations du Comminges dont cet article est très largement inspiré sur <http://www.cnt-f.org/cnt31/spip.php?article1243> par exemple.

La Commune de Paris !

Cela fera 150 ans au mois de mars 2021 que débuta la période insurrectionnelle de la Commune de Paris. En seulement 72 jours, des solutions aux problèmes qui étreignaient la société furent inventées notamment :

- la séparation de l'Église et de l'État
- l'instruction gratuite, obligatoire et laïque pour les garçons ainsi que pour les filles
- l'égalité salariale homme-femme
- les prémices de l'autogestion

Les idéaux de justice, de démocratie et de laïcité des communaux demeurent encore d'une incroyable modernité. Que le peuple s'en empare !

NOIR C NOIR

Source: Amies et amis de La Commune de Paris

SAMEDI 6 FÉVRIER - MANIFESTATION REGIONALE

Pour dire NON à l'installation d'Amazon à Morlaas-Berlanne

Rendez-vous sur la zone d'activités Berlanne-Morlaas

(à 800m de la rocade de Pau - D943 en direction Morlaas, juste après le pont sur l'A64)

A PARTIR DE 13H30 --> JUSQU'À 16H

Nous manifesterons sur le site même prévu pour installer un immense entrepôt d'Amazon, actuellement un vaste champ de terres riches, occupé par un paysan que l'on met dehors !

- . Zone de parking véhicules prévue sur place (accueil + fléchage)
- . Camionnette snack, pour celles/ceux qui n'auront pas emporté leur casse-croûte

Amazon détruit les emplois et les commerces locaux
Amazon s'oppose au droit du travail et aux syndicats
Amazon serial fraudeur fiscal
et un des pires émetteurs de CO2 au monde !

DE CE MONDE-LÀ, ON N'EN VEUT PAS !

Le Collectif Béarn - Amazon ni ici ni ailleurs !

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>